

## La grande débâcle du grand débat

Le grand débat, qui se termine ce samedi 16 mars, a été largement perçu par les gilets jaunes comme une mystification, une ruse visant à étouffer la contestation plutôt que d'y répondre par un changement de cap politique. L'étude de la théorie managériale et des stratégies mises en place par les multinationales depuis les années 70-80, pour contrer les activistes qui s'opposent à elles, éclaire de manière particulièrement crue les stratégies adoptées par le gouvernement Macron, afin de noyer le mouvement social le plus important de l'histoire récente.



Emmanuel Macron au forum économique mondial. ©Michele Limina

L'étude de la théorie managériale depuis l'essor du néolibéralisme est riche d'enseignement. Le néolibéralisme est l'aboutissement pervers du capitalisme prétendument "libéral", mais en réalité appuyé sur la puissance autoritaire des États chargés de verrouiller la vie démocratique pour permettre toutes les dérégulations économiques et financières. L'un des principes fondamentaux de ce système est de ne jamais s'énoncer en tant que tel, et même de nier sa propre existence tout en accentuant son emprise médul-

laire sur la société.

Vous n'entendrez jamais Macron ou un de ses clones dire : "*Je suis capitaliste*". Ce mot, largement absent des discours, n'est convoqué que lors de vagues annonces visant à le dompter – on se souvient de Sarkozy, notamment, après la crise des *subprimes* :

*"Une certaine idée de la mondialisation s'achève avec la fin d'un capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir"*<sup>1</sup>.

Non, Macron dira :

*"Je suis pour la liberté".*

*"Je suis pour le dialogue, la co-création de notre disruption, pour bâtir un destin en responsabilité partagée, etc."*

Le langage du néolibéralisme vise à perpétuer, tout en les masquant, les dominations qui asservissent la société.

<sup>1</sup>[https://www.lemonde.fr/politique/article/2008/09/25/le-discours-de-nicolas-sarkozy-a-toulon\\_1099795\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2008/09/25/le-discours-de-nicolas-sarkozy-a-toulon_1099795_823448.html)

Ainsi, par exemple, le mot **pauvre** a pris la place du mot **exploité**, ce qui permet de nier le processus de l'exploitation. La figure du pauvre amène la compassion, tandis que penser l'exploitation suscite l'indignation, la révolte, la lutte. On ne parle plus d'augmenter les salaires, mais "le pouvoir d'achat" en supprimant des cotisations sociales par exemple (c'est à dire : augmenter le net en attaquant le salaire brut). Le mot entreprise a remplacé patron : Le Mouvement des entreprises de France, le MEDEF, c'est-à-dire le syndicat des grands patrons, s'appelait, jusqu'en 1998, le "Conseil national du patronat français". Il fallait que le mot patron disparaisse pour que s'étouffe la critique des hiérarchies d'entreprise et de la "théorie policière de la firme", au moment précis où le management se faisait justement de plus en plus brutal. Il est plus difficile de se battre contre une entreprise, présentée comme une "co-construction collective", une "aventure en commun", que contre un patron.

Chaque loi antisociale votée par les pouvoirs successifs est toujours présentée sous un vernis réconfortant. On facilite les licenciements et instaure la précarité généralisée pour les travailleurs des classes populaires ? Non ! **On sécurise les parcours professionnels !** On verrouille les portes de l'université en instaurant une sélection géographique et, fondamentalement, sociale ? C'est le contraire ! **On organise l'orientation et la réussite des étudiants.** Cela fonctionne aussi en-dehors du champ économique. Ainsi de la "vidéosurveillance", devenue, sous Nicolas Sarkozy, "vidéo-protection" : on peut s'indigner d'être espionné, mais pas d'être protégé ! Et ainsi de suite.

Derrière cette entreprise de destruction méthodique du langage, et à travers lui de la pensée, s'organisent des stratégies précises, parfois issues de la théorie militaire, afin de vaincre les poches qui résistent encore à cet ordre destructeur du monde que l'on impose sous l'enrobage du pragmatisme et de la rationalité. À ce titre, les stratégies employées par Emmanuel Macron et ses soutiens pour contrer le mouvement des *gilets jaunes* sont riches d'enseignements.

## Macron au prisme du management guerrier

Quand on étudie l'histoire du néolibéralisme, dont le management actuel (qui inspire et fascine nos gouvernants) est à la fois l'expression pratique mais aussi théorique, on réalise que ces techniques ne sont pas du tout neuves. Au cours des années 70 et 80, de nombreuses multinationales furent mises en accusation par des réseaux d'activistes qui combattaient leurs pratiques : Nestlé fut accusée de vendre du lait en poudre toxique à des populations rongées par la pauvreté ; Shell de collaborer avec le régime Sud-Africain, etc.

Pour faire face à ces oppositions citoyennes qui menaçaient leur expansion et leur chiffre d'affaires, ces grandes entreprises eurent alors recours à des armées de conseillers occultes et de *spin-doctors* qui, sous couvert de redorer leur image, travaillaient en réalité à annihiler leurs opposants. Le mot armée n'est pas exagéré, puisque certains parmi les plus célèbres de ces drôles de docteurs venaient directement de l'institution militaire.

L'un d'eux, Ronald Duchin, qui fut assistant spécial au ministère de la Défense américain, a un jour détaillé au cours d'une conférence la méthode qu'il convenait d'employer pour faire face à des activistes. Ceux-ci se diviseraient en quatre catégories :

- ➡ les **radicaux**, qui s'attaquent à une entreprise en particulier mais veulent en réalité combattre le système dans son ensemble ;
- ➡ les **opportunistes**, qui cherchent de la visibilité, du pouvoir, parfois un emploi ;

→ les **idéalistes**, qui sont à la fois sincères et crédibles – qui se battent réellement pour un monde meilleur–, mais aussi crédules, qui peuvent facilement se laisser manipuler ;

→ et les **réalistes**, des pragmatiques prêts au compromis.

Pour Duchin, la stratégie est claire : il faut négocier avec les **réalistes** (sur des bases qui conviennent à l'entreprise attaquée) et "réduquer" les idéalistes, c'est-à-dire les convertir en réalistes en leur faisant gober les maigres avancées qu'on aura concédées dans la négociation. Privés des réalistes et des idéalistes, les radicaux perdent en crédibilité et paraissent s'arc-bouter sur des positions extrémistes, dangereuses. Il est alors évident que les opportunistes sauront choisir le bon camp.

Grégoire Chamayou, dans son ouvrage *La Société ingouvernable*<sup>2</sup>, décrit ce processus et ajoute, en reprenant l'exemple de Nestlé, dont le "défenseur", R. Pagan, était un ancien des services de renseignement militaires américains :

*"Lors du boycott de Nestlé, l'objectif à moyen terme des activistes était d'imposer un 'code de conduite' aux firmes du secteur. Plutôt que de refuser cette perspective, Pagan la reprit à son compte et engagea d'interminables négociations sur les termes du code. Il s'agissait d'en embrasser officiellement le principe pour mieux en saboter le contenu. (...) C'était là une nouvelle tactique, fondée sur le dialogue."*

Quarante ans plus tard, ces doctrines semblent plus que jamais toujours en usage.

## Retour sur le mouvement des Gilets Jaunes

Le 17 novembre 2018, une France restée trop longtemps silencieuse – celle des invisibles des villes et des campagnes, celle des déserts médicaux et du recul des services publics, celle des abstentionnistes, des humanistes et des écologistes orphelins de perspectives partisanes, celle des anarchistes et des communistes conséquents, celle des syndicalistes de terrain ulcérés par leurs bureaucraties fossilisées, celle des classes moyennes menacées par le déclassement et même de quelques bourgeois en sécession – surgit sous le tintamarre des klaxons enfiévrés en arborant un signe devenu, déjà, fédérateur et peut-être même universel : le gilet jaune.

*"Plus de 80 % des français soutenaient le mouvement, bien vite démultiplié par les actions de blocage et les manifestations en centre-ville, et la propagande qui avait d'ordinaire cours contre les oppositions s'était enrayée."*

Dès le départ, le pouvoir s'enfonça dans son aveuglement et sa surdité, lui qui avait vaincu, quelques mois plus tôt, les étudiants et les cheminots, réputés si coriaces ! Il croyait encore pouvoir répondre à une colère ancienne et aux ressorts multiples par de la communication et de l'enfumage, reprenant tous les classiques du genre technocratique, annonçant des reports de hausse et autres miettes distillées à dose homéopathique mais vendues à grands renfort d'hyperboles pour donner l'impression d'avoir pris la mesure du problème. Un flottement au sommet : la taxe à l'origine de la révolte serait repoussée de six mois ; non, finalement, elle serait annulée. Cette déroute dans la communication, devenue le mode principal (voire unique) de la gouvernance actuelle, dévoilait la cassure nette qui s'était produite : plus de 80 % des français soutenaient le mouvement, bien vite démultiplié par les actions de blocage et les manifestations en centre-ville, et la propagande qui avait d'ordinaire cours contre les oppositions s'était enrayée.

<sup>2</sup> La fabrique éditions, 2018

Pourtant, les grands médias, relais serviles et obstinés de la glose gouvernementale, n'avaient pas ménagé leur peine : qu'il fut à la fois amusant et terrible de voir, semaine après semaine, d'acte en acte, les éditorialistes et leurs perroquets s'essouffler à prédire un essoufflement du mouvement qui perdurait pourtant, encore et encore, se propageait de ville en ville, et se poursuit toujours à l'heure où j'écris ces lignes. Comme il était drôle de voir enfin se révéler la faiblesse de ces procédés éculés : si cracher sur un mouvement de cheminots, uniquement soutenu, grosso-modo, par la galaxie traditionnelle de la gauche dont on connaît la déroute actuelle, était chose aisée, tenter d'abattre par les mêmes ressorts paresseux un mouvement populaire réellement intersectionnel, c'était se tirer une balle dans le pied tout en offrant un regain soudain de popularité à des médias situés hors de l'officialité : *Le Monde Diplomatique*, *Le Média*, *Brut* et *Russia Today* en tête.

Comme l'allocution larmoyante du président le 10 décembre et les clopinettes qu'il avait concédées au peuple soulevé n'avaient pas infléchi le cours de la mobilisation – qui a eu, au contraire, tendance à la fois à se démultiplier en élargissant le champ de ses revendications, et à se radicaliser devant l'afflux de blessés, de mutilés, d'emprisonnés et de morts directement imputables à la répression organisée par le pouvoir –, il fallait trouver d'autres astuces, changer de tactique.

On commença par réclamer aux *gilets jaunes* qu'ils se dotent de représentants ; certaines figures du mouvement, désignées comme modérées, furent investies, à la fois par le pouvoir et ses relais médiatiques, comme des interlocuteurs à-même de négocier avec le gouvernement. D'autres s'imposèrent par leur audience sur les réseaux sociaux et devinrent ce que l'on appelle des bons clients audiovisuels. Les premières – notamment Jacline Mouraud et Ingrid Levavasseur – furent rapidement et massivement rejetées par le reste des gilets jaunes, en raison de leurs liens ou de leurs sympathies passées ou actuelles avec le régime de Macron. Les autres, comme Eric Drouet ou Maxime Nicolle, sans jamais avoir été investis d'un quelconque rôle par le mouvement lui-même, devinrent les cibles de la hargne éditocratique, puis ministérielle et présidentielle, et, enfin, policière et judiciaire.

Comme la diversion par les représentants ne fonctionnait pas bien, le pouvoir chancelant eut alors recours à une nouvelle ruse bien vite reconnue comme telle : le grand débat. Outre les shows présidentiels – véritable campagne électorale aux frais de l'État complaisamment relayée par les chaînes de désinformation en continu –, où le mépris du peuple et des élus et la novlangue technocratique le disputaient souvent au vide abyssal de perspectives ouvertes par ces "échanges", l'arnaque mise en œuvre par Emmanuel Macron et son équipe de communicants fut dénoncée, d'abord discrètement puis plus frontalement, par celle qui aurait dû être chargée de l'organisation de ces débats : Chantal Jouanno<sup>3</sup>.

Refusant de faire de ce moment, qu'elle voyait comme un processus de nécessaire refondation démocratique de notre vie collective, une simple opération de propagande, cette dernière avait fait part de ses réserves vis-à-vis de la mise en œuvre concrète des débats, de leur impartialité et de leur transparence, à qui de droit. Sourd, aveugle, mais pas indolent, le pouvoir avait rapidement réagi : une campagne de presse s'organisa aussitôt contre l'impudente, qui fut conspuée en raison de la hauteur de sa rémunération – certes scandaleuse, mais qui n'était pas de son fait à elle. Sa démission fut ainsi masquée en un pataquès moral profondément douteux : elle quittait le grand débat mais conservait son poste, et donc sa rémunération, objet du scandale.

Macron était alors libre d'organiser sa mise en scène comme il l'entendait, c'est-à-dire avec des sujets de discussion préétablis d'avance et une parole du président (ou de ses mercenaires ministériels) mise au-dessus de celle des sans-culottes et du reste du tiers-état invité à communier dans le grand bain tiède de l'autoritarisme libéral travesti en démocratie.

---

<sup>3</sup><https://reporterre.net/Les-vraies-raisons-du-depart-de-Chantal-Jouanno>

## Des ressorts anciens

Noyer la contestation dans des débats interminables avec des militants cooptés par la multinationale contestée, telle était la stratégie centrale de R. Pagan pour contrer les activistes qui attaquaient Nestlé.

Cette tactique fut employée dès après le 17 novembre par le gouvernement, sans grand succès. On se souvient de la façon dont le système avait tenté de diviser le mouvement en promouvant les soi-disant "Gilets jaunes libres", à renforts de couvertures dans la presse papier et d'adoucements éditoriaux divers. Là encore, le management néolibéral nous fournit la clé de lecture de cette stratégie : elle vise à la fois, selon Chamayou, à

*"donner aux opposants un os à ronger pour mieux les détourner des tâches offensives", mais permet aussi "de coopter certains groupes de pression adverses."*

Il s'agit, au fond, d'identifier les fameux "réalistes". Invités à la table des négociations, on leur offre,

*"en échange de la résolution du problème, du pouvoir, de la gloire et de l'argent. Une fois que cette organisation [ou, ici, ces gilets jaunes désignés] accepte, elle convainc le public que le problème est résolu."*

*"L'objectif était de reprendre la main sur un ordre de la parole qui fuyait de toutes parts."*

Voyant échouer leur manœuvre, Macron, ses soutiens et l'oligarchie médiatique, toujours inspirés par le management guerrier façonné dans les années 80 (baptisées, en France, "les années fric"), ont alors sorti le grand débat de leur chapeau. Chamayou nous explique pourquoi en décortiquant les techniques mises en œuvre dès cette époque par les multinationales contestées de toutes parts :

*"L'objectif était de reprendre la main sur un ordre de la parole qui fuyait de toutes parts. (...)*

*Le nouveau maître-mot fut le dialogue. (...)*

*À la persuasion à sens unique, détestable pratique du passé, on préfère à présent l'écoute réciproque, l'entente mutuelle, la communication relationnelle, empathique, fondée sur le consensus, la co-création d'une compréhension partagée entre les parties prenantes, l'horizontalité, la reconnaissance, le rapport à l'autre, et ainsi de suite ad nauseam."*

Cette novlangue constamment mobilisée par le pouvoir vise à camoufler ses véritables intentions, à nier, en l'énonçant, la réalité de ce qui se joue réellement :

*"Dialoguer avec les opposants permet de repérer au plus tôt les périls qui affleurent, d'identifier des problèmes potentiellement controversés avant qu'ils n'atteignent l'arène publique."*

Ici, l'objectif est clair : il convient avant tout de

*"relocaliser la confrontation dans un forum privé, la confiner loin de l'espace public. On prive ce faisant les activistes de leur principale ressource, la publicisation des problèmes (...)."*

L'aboutissement de cette stratégie, lorsqu'elle est victorieuse, est double : d'un côté, elle permet de disqualifier les "radicaux", c'est-à-dire la véritable menace qui pèse (au choix) sur les entreprises, le pouvoir, ou le système tout entier ; surtout,

*"en mettant l'accent sur le consensus comme objet du dialogue, il s'agit de disqualifier toute politique dissensuelle".*

Soit de faire, en somme, de ses opposants des extrémistes. Par ailleurs, négocier des miettes bien enrobées avec les opposants que l'on aura cooptés permet aux entreprises ou aux pouvoirs de "bénéficier de transferts d'image", c'est-à-dire de s'arroger le pouvoir symbolique et la sympathie attachés aux activistes pour se refaire sa réputation à bon compte, puisque ceux qui me combattaient hier acceptent aujourd'hui de travailler avec moi, voire *pour* moi.

On le voit bien : lorsqu'un pouvoir refuse de céder sur le fond de sa politique – ce qui se comprend, pour Macron, puisqu'il est en service commandé par l'aristocratie financière du pays et du monde, qui saura le récompenser ensuite – il ne lui reste que deux armes : la communication et la ruse.

▣► Communiquer pour donner l'impression d'agir, sans bouger d'un millimètre ;

▣► et la ruse : c'est-à-dire une série de diversions (dont la campagne récente autour de l'antisémitisme est une belle illustration) afin de minorer le mouvement et le laisser pourrir sur pied.

Pour contrer la propagande hypnotique du gouvernement qui voudrait enfermer la contestation dans un dialogue qu'il a verrouillé d'avance, Grégoire Chamayou nous fournit dans son remarquable ouvrage une explication fondamentale qu'il serait bon de toujours garder à l'esprit :

***"Il n'y a d'opposant légitime, aux yeux du pouvoir, que celui qui est inapte à le menacer."***

Les gilets jaunes l'ont bien compris, eux qui reviennent chaque samedi agiter les centres-villes et empêcher la chape du grand débat de s'abattre comme un couvercle sur leur mobilisation ; qui reconstruisent opiniâtrement, semaine après semaine, leurs constructions de fortune sur les ronds-points que la police a pour ordre de détruire ; qui organisent des actions de blocage, des festivals, des débats publics, des assemblées générales, des commissions diverses, et bientôt une nouvelle "assemblée des assemblées" – une puissante expérience citoyenne et démocratique qui se tient à l'échelle du pays ; bref : qui luttent et saturent l'espace public de leurs revendications et contestations.

Jusqu'à la victoire ?